

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McCurdy:** Monsieur le Président, vous conviendrez, j'en suis sûr, à l'instar de tous les députés de ce côté-ci de la Chambre, que c'est là une réponse fort bizarre. Je n'ai pas blâmé les pêcheurs. J'ai blâmé le ministre de les forcer à faire cela. Nous voulons qu'il se décide à prendre des mesures.

\* \* \*

### LE CHÔMAGE

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Comme je n'arrive pas à obtenir une réponse intelligente du ministre des Pêches, je m'adresse maintenant au ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie.

Hier, 2 300 travailleurs de GM ont perdu leur emploi. Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie peut-il me dire quelles mesures son gouvernement est disposé à prendre pour préserver les emplois des 38 000 autres travailleurs de GM qui sont menacés du fait que GM se prépare à faire d'autres mises à pied au Canada plutôt qu'aux États-Unis, compte tenu des pressions politiques qui sont exercées là-bas?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, il est difficile de voir un rapport entre la première et la seconde questions.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Wilson (Etobicoke—Centre):** Monsieur le Président, ce que le gouvernement peut faire de mieux, notamment, c'est de créer au Canada un climat propice aux investissements qui créeront les emplois qui remplaceront ceux qui disparaîtront par suite de la décision de GM.

C'est essentiellement le but de la politique que nous avons adoptée pour juguler l'inflation, faire baisser les taux d'intérêt, à savoir stimuler les investissements, par exemple, dans du nouveau matériel, de la nouvelle technologie, de nouvelles usines ou de nouvelles activités de recherche et de développement. C'est comme cela qu'une économie de marché dynamique réagit à des mises à pied, soit en suscitant les nouveaux investissements qui vont créer des emplois à l'intention des travailleurs mis à pied.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire est la suivante. Je me demande si les investissements dont il parle sont du même genre que l'aide de 20 millions de

### Questions orales

dollars sans intérêt qui a été consentie à Boeing de Winnipeg et qui devait, au dire du ministre, garantir des emplois à la main-d'oeuvre en poste à ce moment-là. On sait aujourd'hui que 180 de ces travailleurs ont été mis à pied en permanence la fin de semaine dernière. Est-ce à ce genre d'aide que les travailleurs de GM doivent s'attendre?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, nous avons mis sur pied un certain nombre de programmes pour aider les entreprises à créer des emplois, à mettre au point de nouvelles technologies, à s'adapter aux changements constants qui bouleversent l'économie mondiale. Ce sont ces programmes et les politiques dont j'ai parlé dans ma première réponse qui vont aider les entreprises à créer des emplois.

Je pense que le député voudrait que le gouvernement du Canada crée d'un coup de baguette magique une nouvelle usine à côté de GM à St. Catharines et dise: «Voilà une nouvelle usine pour 2 300 travailleurs.»

• (1430)

Le député devrait savoir que ce n'est pas comme ça que ça marche dans l'économie.

\* \* \*

### L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

**M. Jim Peterson (Willowdale):** Monsieur le Président, hier à la Chambre, le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a déclaré avoir demandé aux négociateurs commerciaux du Canada d'insister pour «obtenir des garanties pour les emplois des Canadiens dans le domaine de l'automobile».

Est-ce que cela signifie que les garanties d'emplois pour les Canadiens ne sont pas encore chose faite dans le cadre du pacte de l'automobile et que le ministre rétablira les tarifs abolis en raison de l'Accord de libre-échange?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, ce que nous avons demandé à nos négociateurs, c'est d'essayer de parvenir, en discutant avec les Américains et les Mexicains, à conclure une entente et à établir des conditions qui rendraient l'industrie automobile aussi compétitive que possible à l'échelle internationale.